

## **Intoxication par l'If. Responsabilité Civile**

R. MARTIN et P. CATHELINÉAU

Docteur Vétérinaire, Poitiers

---

Le 3 novembre 1961, nous étions appelés par notre client M. M..., commerçant en bestiaux à Chasseneuil-du-Poitou, afin de venir constater la mort d'une génisse de race normande âgée de 2 ans  $\frac{1}{2}$  environ, au pâturage dans un pré d'excellente qualité sis en bordure de deux routes de grande communication. Cet animal, en excellent état de santé la veille au soir, avait succombé au cours de la nuit, et, lors de la visite matinale, le cadavre avait été trouvé déjà froid, sans qu'aucune trace de lésions autres ne puisse être relevée. Au cours de la nuit, il n'y avait pas eu d'orage, partant pas de foudre.

Transporté à l'équarrissage, une autopsie sommaire ne laissait apparaître sur ce cadavre aucune trace de quelque affection à conséquence mortelle aussi rapide.

Ce sinistre inexpliqué eut été admis sans réticence, si, malheureusement, le 7 novembre au matin, 3 jours après ce premier accident, deux autres génisses, de conformation et de valeur identiques, n'avaient été trouvées mortes dans des conditions absolument analogues. Dès lors, toutes les suppositions étant faites, il nous fallait au plus tôt préciser les causes de ces accidents et si possible déterminer l'étiologie d'un sinistre dont le montant s'élevait, à cette époque, à 4.600 F.

Un rapide parcours dans la prairie où avaient été découverts les trois cadavres nous permettait de remarquer la présence d'un if, un seul, mais en bordure de la route et placé au-dessous d'une ligne téléphonique. Au cours de la semaine précédente, les employés des Postes et Télécommunications avaient procédé à l'élagage des arbres susceptibles de déterminer quelque perturbation dans le trafic téléphonique. Les branches émondées avaient été rejetées dans le terrain de M. M..., les riverains étant, par arrêté préfectoral, chargés d'élaguer les plantations susceptibles de toucher aux fils électriques, et, en corollaire, dans l'obligation de faire disparaître les branchages sectionnés.

En ce début de novembre, les rameaux étaient d'un beau vert sombre ; ils jonchaient le sol aux abords de l'if, et des brindilles coupées ou mâchées montraient que les animaux en avaient brouté une bonne partie.

L'autopsie pratiquée dans la matinée laissait apparaître dans l'estomac des deux bêtes mortes une quantité importante de feuilles et de brindilles. Sans hésitation la cause de la mort de ces trois animaux était rapportée à une intoxication par l'if.

Dès lors, M. M..., présentait une requête au Tribunal Administratif de Poitiers, tendant à obtenir de la part de l'Administration départementale des Postes et Télécommunications le versement d'une indemnité de 4.631 F. correspondant à la valeur marchande des trois sujets trouvés morts.

Le 29 avril 1964, soit deux ans et demi après cet accident, le Tribunal Administratif rendait son jugement.

*Sur le fondement de la Responsabilité :*

Considérant que la requête du sieur M... ayant pour objet la réparation du préjudice subi par lui du fait de la mort de trois génisses, survenue après consommation massive, par ces dernières, de branches et de graines d'If, provenant de l'élagage des branches de cet arbre, sis dans la clôture d'un pré lui appartenant, en bordure de la voie publique, et rejetées dans ledit pré, par les ouvriers des Postes et Télécommunications chargés de procéder à ce travail, ne peut viser que la réparation d'un dommage causé à l'occasion d'une opération de Travaux publics, que dans ces conditions, les seules causes d'exonération totale ou partielle de cette responsabilité pour risque sont la faute de la victime et la force majeure ; que le lien de cause à effet entre le travail dont il s'agit et la mort des génisses appartenant au requérant ne saurait être sérieusement contesté ; qu'en conséquence et en l'absence d'événement de force majeure, l'Administration doit être tenue pour responsable de cet accident, que, toutefois, dans les circonstances de l'affaire, cette responsabilité s'atténue par la négligence du sieur M... qui a laissé pacager son bétail dans un pré comportant un arbre particulièrement dangereux, même après la mort de sa première génisse, qui aurait dû l'inciter à des mesures immédiates sur l'ensemble de son bétail ; que dans ces conditions il sera fait une exacte appréciation des circonstances de la cause, en condamnant l'Etat à la réparation des trois-quarts seulement des conséquences dommageables de cet accident dont le montant n'est d'ailleurs pas contesté et à verser à cet effet au sieur M... une indemnité de trois mille quatre cent soixante-treize francs cinquante-cinq, laquelle somme portera intérêt au taux légal à compter du 9 mai 1962, date d'enregistrement de sa requête au Tribunal Administratif.

*Les Dépens :*

Les dépens de l'instance, y compris les frais de Justice prévus par l'article 698 du Code Général des Impôts sont à mettre à la charge du Ministre des Postes et Télécommunications.

*Le Tribunal Administratif de Poitiers décide :*

L'Etat (Ministre des Postes et Télécommunications) paiera au sieur M... aux fins sus-énoncées, la somme de 3.473,55 F., laquelle somme portera intérêt au taux légal à compter du 9 mai 1962.

*En conclusion.*

Si la faute de service peut être relevée contre l'Administration des P et T, cela tient au fait que les travaux d'élagage ayant été prescrits par arrêté préfectoral du 13 octobre 1961, régulièrement affiché et publié, le sieur M... se plaint de n'avoir pas reçu la lettre de mise en demeure, l'Administration opposant pour sa défense le prétexte que si ladite lettre de mise en demeure n'a pas été notifiée aux propriétaires riverains, cela tient à ce que les élagages ont dû, cette année-là, être entrepris d'urgence et d'office en raison de plusieurs dérangements provenant de contacts de branches d'arbres avec les fils téléphoniques.

Cette responsabilité se trouve ramenée aux 3/4 du fait que dès la mort de la première génisse, le sieur M... aurait dû prendre toutes précautions utiles et indispensables pour éviter une récurrence de ces accidents et en conséquence, rechercher dès le premier sinistre la cause d'un tel décès.

Si l'intoxication elle-même nous a paru banale et fort connue depuis longtemps, puisque déjà relatée par l'un de nous, par contre, le jugement du Tribunal Administratif de Poitiers nous paraît faire acte de jurisprudence et mériter d'être porté à la connaissance de notre corps professionnel.

BIBLIOGRAPHIE

- MOUSSU. — Maladies du Gros Bétail, page 257.  
CADIOT, LESBOUYRIES et RIES. — Traité de Médecine des Animaux domestiques, page 788.  
VUILLAUME. — *Revue Vétérinaire de Toulouse*, Toxicologie de l'If, page 305.  
ADELINE. — Thèse Paris 1931, Contribution à l'étude des Intoxications par l'If à baies.  
BULLETIN SOCIÉTÉ VÉTÉRINAIRE PRATIQUE. — Intoxication par l'If, mai-juin 1941, page 108 ; juillet-août 1941, page 131 ; novembre-décembre 1941, page 175 ; juillet-août 1942, page 145 ; janvier-février 1943, page 29 ; mars-avril 1943, page 52.  
CATHELINEAU. — Intoxication par l'If. *Bulletin Académie Vétérinaire*, février 1950, page 116.
-